



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
41000 Blois

Blois, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Agglopolys - Usine eau potable

16 rue des Grands Champs
Agence de Loir-et-Cher
41000 Blois

Références : 2025-701
Code AIOT : 0010001762

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement Agglopolys - Usine eau potable implanté 18, levée des Tuileries 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Agglopolys - Usine eau potable
- 18, levée des Tuileries 41000 Blois
- Code AIOT : 0010001762
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine d'eau potable d'Agglopolys, communauté d'agglomération de Blois, est en charge du traitement des eaux de Loire et de forage pour leurs potabilisations. La gestion de l'établissement est confiée sous forme de régie à Veolia sous la forme d'un marché public.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réseaux de collecte des effluents - Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Réseaux de collecte des effluents - Bassin ou dispositifs de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	NC1 de la VI du 12/10/2021 - traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.2.2 et 3.2.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	NC2 de la VI du 12/10/2021 : Fréquence analyse rejets ozonation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	NC3 de la VI du 12/10/2021 : Etat récapitulatif des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	NC4 et NC5 de la VI du 12/10/2021- Niveaux sonores en	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.4.2 et 3.4.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	limite de propriété				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des rejets - Valeurs Limites de Rejet	AP Complémentaire du 03/09/2015, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Surveillance des rejets - Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Bilan environnemental annuel	Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 2.5.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseaux de collecte des effluents - Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.

Constats :**Constats au 28/10/2024 :**

L'exploitant indique que leurs réseaux ne sont pas équipés d'obturateurs ou de dispositifs équivalents. Cependant, des consignes spécifiques sont appliquées sur les deux zones de dépotage pour éviter toute pollution accidentelle.

L'établissement n'est pas équipé d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.

Constats au 15/10/2025 :

Par courrier du 16/06/2025, l'exploitant (Agglopolys) a indiqué qu'il prévoyait l'installation d'obturateurs pour garantir l'isolement du site et prévenir toute pollution accidentelle.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé avoir installé fin juin 2025 des dispositifs d'obturation. Ces dispositifs d'obturation sont au nombre de 9, et sont des dispositifs qui viennent obturer les 9 avaloirs qui mènent au réseau d'eau pluviale et d'eau pluviale non susceptible d'être polluée qui transite par le débourbeur - déshuileur avant rejet dans la Loire. Ces dispositifs sont des plaques d'obturation à coller sur les avaloirs, stockés dans des malles fixées en hauteur. Deux malles sont disposées sous les deux préaux de la cour. Ces malles sont visibles et signalées. Ces dispositifs sont réutilisables.

Ces obturateurs permettent de maintenir toute pollution accidentelle en dehors des réseaux d'eau pluviale. Cependant, comme vu au point de contrôle n°2, la pente présente dans la cour ne permettrait pas de maintenir une pollution accidentelle sur le site.

Ces obturateurs ne permettent pas de maintenir une pollution sur le site au sein des réseaux eaux usées et eaux industrielles.

L'écart précédemment identifié est reconduit. L'établissement n'est pas équipé d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réseaux de collecte des effluents - Bassin ou dispositifs de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissements susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des dispositifs assurant un **confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60m3 pour 500m2** de bâtiments. Cette disposition n'est pas applicable au bâtiment administratif. (...)

Constats :

Constats au 28/10/2024 :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les réseaux d'assainissements susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des dispositifs assurant un confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60m3 pour 500m2 de bâtiments.

Constats au 15/10/2025 :

Par courrier du 16/06/2025, l'exploitant (Agglopolys) a indiqué qu'il mènera une étude en collaboration avec l'exploitant du site (Veolia) afin de déterminer la possibilité technico-économique de ce projet.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas encore avoir démarré d'étude technico-économique à ce sujet. L'inspection des installations classées a rappelé que le dossier d'autorisation de l'usine comporte une partie sur le confinement des eaux d'extinction.

Lors de la visite du site, il a été constaté que 2 des 3 bâtiments de l'exploitant possèdent de grands volumes en sous-sol qui pourraient contenir au moins une partie du volume nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction. Cependant, dans au moins un des bâtiments, un avaloir avec une pompe de relevage automatique est présent, renvoyant l'eau dans un circuit avec un point de rejet sur la Loire. Ce circuit ne présente actuellement pas d'obturateur. L'arrêt d'urgence de la pompe de relevage se trouve en sous-sol, qui serait inaccessible en cas d'incendie.

La cour du site présente une forte pente, qui mène à l'écoulement des eaux au niveau du portail d'entrée Avenue de Verdun. Actuellement, aucun dispositif ne permettrait de confiner les eaux d'extinction qui pourraient se retrouver dans la cour.

Les dispositifs de confinement devant être adaptés à l'installation, et l'arrêté préfectoral datant de 2004, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de faire réaliser un nouveau dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (calcul D9) et d'un nouveau dimensionnement du volume de confinement des eaux d'extinction (calcul D9A), nécessaires à son installation pour faire face aux risques d'incendie et à ses conséquences.

L'écart précédemment identifié est reconduit. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des dispositifs assurant un confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 60m3 pour 500m2 de bâtiments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des rejets - Valeurs Limites de Rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2015, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le tableau, qui regroupe pour chaque paramètre et conditions de rejets des eaux et qui figure au point 3.1.6.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 2004 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Référence du point de rejet	1	3,4,5
Rejet maximal journalier (m ³)	1400	SO
Rejet moyen journalier (m ³)	700	SO
Débit maximal instantané (L/s)	56	SO

Paramètres	Concentration max. (mg/L) point de rejet n°1	Flux journalier maximum (kg/j) point de rejet n°1	M o y e n n e mensuelle du flux journalier point de rejet n°1	Concentration max. (mg/L) point de rejet n°3, 4, 5
DCO	550	770	120	300
DBO5	35	50	15	100
MES	2000	1500	560	100

N global	20	18	9	30
P total	4	5	3	10
Hydrocarbures Totaux	2	1,8	2,2	10
Fe + Al	500	406	200	5

Constats :

Constats au 28/10/2024 :

Lors de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant en 2024, les paramètres volume de rejet moyen journalier, les MES, la DBO5, la DCO et le Fe + Al sont mesurés.

Pour l'année 2024, 2 dépassements de valeurs limites ont eu lieu :

- DCO = 732 mg/L le 19/06/2024 : l'exploitant indique que ce dépassement est dû à la vidange annuelle des eaux brutes de la bêche
- Vol.Moy.J = 1510 m3 le 17/09/2024 : l'exploitant indique que ce dépassement est dû au lavage annuel de la bêche eau traitée

Dans les deux cas, l'exploitant a correctement justifié les dépassements en identifiant les facteurs dans les commentaires GIDAF, et l'analyse suivante montrait le retour à la normale pour les paramètres qui avaient fait l'objet de dépassement.

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses par un laboratoire extérieur agréé.

Les paramètres azote global, phosphore total, et les hydrocarbures totaux ne sont donc pas surveillés. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le respect de leurs valeurs limites.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE pour les paramètres azote global, phosphore total et les hydrocarbures totaux.

Constats au 15/10/2025 :

Lors de l'auto-surveillance réalisée par l'exploitant, les paramètres volume de rejet moyen journalier, les MES, la DBO5, la DCO, le Fe+ et le Al sont mesurés.

Pour l'année 2025, des dépassements ont été constatés à deux reprises

- Lors de la vidange de la bêche d'eau brute le 14/05/2025, ce qui a entraîné un

dépassement du volume moyen, des MES, de la DBO5 et de la DCO, ainsi que de la concentration et du flux de Fe+ et d'Al

- Lors d'un défaut d'une vanne de filtration le 25 et le 26/08/2025, ce qui a entraîné un dépassement du volume moyen journalier

Dans les deux cas, l'exploitant a correctement indiqué sur GIDAF la cause de ces dépassements, et les valeurs sont revenues à la normale dès le lendemain.

L'exploitant fait également réaliser par un laboratoire extérieur agréé les paramètres N global, P total, Cl- et Hc totaux. Les valeurs limites sont respectées pour l'ensemble de ces paramètres. Ces analyses sont réalisées par le même laboratoire que celui qui analyse les prélèvements de l'autosurveillance de l'exploitant.

Il est à noter que le volume de rejet maximal journalier de 1400 m3 est dépassé lors des vidanges (bassin/bâche) : 1 630 m3 le 14/05/2025, 2 490 m3 le 04/11/2023, 1780 m3 le 28/03/2022... Les vidanges ne faisant pas partie des effluents industriels identifiés dans l'arrêté préfectoral, l'Inspection des installations classées reviendra vers l'exploitant pour lui indiquer, le cas échéant, la démarche à effectuer pour encadrer ce type de rejet.

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets - Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.1.6.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation des mesures selon les fréquences indiquées.

(...)

Point de rejet n°1 :

	Surveillance assurée par l'exploitant	Surveillance assurée par l'exploitant	Validation de la mesure par un laboratoire	Validation de la mesure par un laboratoire
Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure

DCO	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
DBO5	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
MES	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel
N global	/	/	PrD24	Annuel
PT	/	/	PrD24	Annuel
HT	/	/	PrD24	Annuel
Cl-	/	/	PrD24	Annuel
Fe + Al	PrD24	2 x / semaine	PrD24	Trimestriel

Constats :

Constats au 28/10/2024 :

La fréquence de l'autosurveillance des rejets aqueux réalisée par l'exploitant est conforme à ces prescriptions. L'exploitant saisit sur GIDAF l'ensemble des résultats d'analyse de son autosurveillance chaque mois.

Cependant, l'exploitant ne fait pas réaliser de mesures par un laboratoire externe, ni de manière trimestrielle ni de manière annuelle.

L'exploitant ne fait pas réaliser de mesures de ses rejets aqueux par un laboratoire externe.

Constats au 15/10/2025 :

L'exploitant a clarifié son processus de surveillance des rejets aqueux : ses rejets sont tous analysés par un laboratoire extérieur : la DCO, la DBO5, les MES sont analysés toutes les semaines (donc tous les trimestres) et les paramètres N, P, Cl, Hc, Fe/Al sont analysés annuellement.

L'écart précédemment identifié est levé. Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : NC1 de la VI du 12/10/2021 - traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.2.2 et 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Installations	Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s	Nature des rejets	Traitement
Ozonation	8 m/s	O ₃	D e s t r u c t i o n t h e r m i q u e

Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt de de démarrage de l'installation).

(...)

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement éventuel et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau qui suit.

Rejet du four de destruction de l'ozone

	Pré ozonation	Post ozonation
Débit de rejet maximal autorisé (Nm ³ /h)	50	200

Concentration O ₃ en µg/Nm ³	Flux pré ozonation	Flux post ozonation
--	--------------------	---------------------

200	10mg/h	40mg/h
-----	--------	--------

Constats :**Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018) :**

Lors de la visite précédente, c'était le débit qui n'était pas conforme. Non conformité reconduite. Non-conformité n°1 : Articles 3.2.2.2. et 3.2.3.2. de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Vitesse minimale d'éjection non atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et post-ozonation.

Dépassement du flux d'ozone rejeté sur les installations de pré-ozonation.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021) :

L'exploitant a fait réaliser des mesures de rejets atmosphériques le 17/08/2024 par la société APAVE sur ses installations de pré-ozonation et de post-ozonation.

Pour ces deux installations, la vitesse débitante mesurée était de 3m/s. La vitesse minimale d'éjection n'est donc pas atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et de post-ozonation. L'exploitant indique que ce dépassement est lié à la structure des cheminées.

Pour l'installation de pré-ozonation, les valeurs limites de concentration d'O3 et de flux sont respectées.

Pour l'installation de post-ozonation, les valeurs limites concernant la concentration et le flux sont respectées.

La vitesse minimale d'éjection est non atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et post-ozonation.

Constats au 15/10/2025 :

Par courrier du 16/06/2025, l'exploitant a indiqué que ces dépassements sont dû à la structure même des cheminées, qui ont été mises en place lors de la construction et qui n'ont pas subi de modification depuis.

Le rapport de mesure périodique des rejets atmosphérique réalisé en décembre 2024 par APAVE indique des mesures de vitesse de 5,1m/s. Ces valeurs sont toujours en dessous de la valeur minimale (8m/s).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'il allait mener une étude technico-économique afin d'étudier la possibilité de modifier un élément de structure des cheminées qui permettrait d'atteindre la vitesse minimale.

La vitesse minimale d'éjection est non atteinte sur les rejets des installations de pré-ozonation et post-ozonation.

L'écart précédemment identifié est reconduit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : NC2 de la VI du 12/10/2021 : Fréquence analyse rejets ozonation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.3						
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique						
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 28/10/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective						
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées.</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Type de suivi</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr><tr><td>O3 et débit</td><td>Ponctuel</td><td>semestrielle</td></tr></table> <p>(...)</p>	Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	O3 et débit	Ponctuel	semestrielle
Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure				
O3 et débit	Ponctuel	semestrielle				

Constats :

Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018) :

Analyses réalisées 2 fois par an (APAVE et XYLEM). Dernier rapport APAVE 5/5/2021. Souci d'approvisionnement pour XYLEM qui n'a pas fait d'analyses en 2020. Visite programmée fin 2021(y compris pour remise en route second ozoneur).

Non-conformité n°2 Article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Les analyses des rejets des installations d'ozonation ne sont pas réalisées à une fréquence semestrielle.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021) :

Les dernières campagnes d'analyses des rejets atmosphériques ont été effectuées :

- Le 18 mars 2024 par XYLEM
- Le 17 août 2023 par APAVE
- Le 11 mai 2022 par APAVE

L'exploitant indique qu'auparavant, une campagne était réalisée par l'APAVE tous les ans, en plus d'une campagne réalisée par XYLEM tous les ans, afin de garantir les deux analyses par an. La

société XYLEM n'avait cependant pas pu intervenir ces dernières années. Elle a pu intervenir en mars dernier. La prochaine campagne est prévue en décembre 2024 par APAVE. Les analyses des rejets des installations d'ozonation ne sont pas réalisées à une fréquence semestrielle.

Constats au 15/10/2025 :

Par courrier du 16/06/2025, l'exploitant indique qu'il a fait réaliser des mesures de rejets atmosphériques par la société APAVE en décembre 2024. Le résultat des analyses a été joint au courrier

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'une deuxième série d'analyses de ses rejets atmosphériques avait été réalisée par XYLEM lors de la maintenance annuelle du système de destruction thermo catalytique (destructeurs pré ozonation et inter ozonation). Cependant, ces mesures sont des mesures de rendement destinées à vérifier la performance du destructeur. Le compte rendu fait apparaître une valeur d'ozone pour le contrôle de la destruction, mais ce rapport ne respecte pas les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 et ses annexes portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère (nombre et durées des mesures, etc. ...)

La société XYLEM n'est pas un laboratoire agréé.

Pour rappel, dès lors qu'un exploitant d'une ICPE effectue un contrôle réglementaire de ses rejets atmosphériques, il doit faire appel à un organisme agréé pour l'ensemble des paramètres qu'il doit contrôler. En l'occurrence, le paramètre O₃ et le débit massique ne font pas partie de l'annexe I de l'arrêté du 11 mars 2010 qui listent les paramètres pour lesquels il est nécessaire que les laboratoires soient agréés. Pour les paramètres pour lesquels l'agrément n'est pas requis, les mesures dans l'air doivent être réalisées par un laboratoire accrédité selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation. L'exploitant doit soit justifier que XYLEM possède l'accréditation susvisée, soit passer par un autre laboratoire accrédité pour sa deuxième série d'analyse des rejets atmosphériques annuelle.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ses rejets atmosphériques sont mesurés semestriellement par un laboratoire agréé (ou équivalent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : NC3 de la VI du 12/10/2021 : Etat récapitulatif des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'atmosphère
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent article est transmis à l'inspection des installations classées, tous les semestres sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée, ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent plus se reproduire.</p> <p>Cet état comprend pour chaque exutoire et pour chaque paramètre figurant dans les tableaux précédents :</p> <ul style="list-style-type: none">• le débit moyen rejeté• la concentration moyenne du rejet• le flux horaire rejeté• le flux total rejeté durant la période couverte par l'état récapitulatif• les résultats des mesures comparatives le cas échéant <p>Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. La transmission de ce rapport est réalisée dans le mois qui suit le semestre considéré. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018)</u></p> <p>Rapport non transmis. Non conformité reconduite. Non-conformité n°3 : Article 3.2.3.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021)</u></p> <p>Non conformité reconduite. Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit le semestre considéré.</p> <p><u>Constats au 15/10/2025</u></p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 16/06/2025 de réponse à la précédente visite les analyses qui avaient été réalisées en décembre 2024. L'exploitant doit revoir sa procédure de transmission des rejets atmosphériques à l'inspection des installations classées, afin de transmettre ces</p>

résultats dans les temps.
L'exploitant n'a jamais transmis les résultats d'analyses effectués par XYLEM en juin 2025.

L'écart précédemment identifié est reconduit. Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques ne sont pas transmis à l’inspection des installations classées dans le mois qui suit le semestre considéré.

Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l’inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : NC4 et NC5 de la VI du 12/10/2021- Niveaux sonores en limite de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 3.4.2 et 3.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores en limite de propriété

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergences réglementée, (...)

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22h à 7h les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB mais inférieur ou égal à 45dB	6 dB	4 dB
Supérieur à 45 dB	5 dB	3 dB

(...)

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles sont les suivantes :

Emplacement	Niveau maximum en dB admissible en période diurne	Niveau maximum en dB admissible en période nocturne
Avenue de Verdun	56.5	40
Quai des Tuileries	49	41.5
Jardins intérieurs	46.5	39.5

(...)

L'exploitant fait réaliser à ses frais une mesure des niveaux sonores d'émission par une personne ou un organisme qualifié (...). Cette mesure est réalisée (...) tous les 3 ans. Elle est transmise à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit avec les commentaires et les éventuelles propositions de l'exploitant.

(...)

Constats :

Constats au 12/10/2021 (gestion des suites de la visite du 06/11/2018)

Rapport APAVE (mesures de bruit du 4 au 6 février 2019).

Non conformité : émergence de nuit en ZER sur points 1 à 4

Non conformité : niveaux sonores en limite de propriété (jour point n°2 et nuit points n°2 et 3).

La non-conformité est reconduite.

Non-conformité n°4 : Article 3.4.2. de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes. Le rapport n'est pas transmis par l'exploitant.

Non-conformité n°5 : Titre 6 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 2004 : Absence de transmission des rapports de contrôle des émissions sonores.

Constats au 28/10/2024 (gestion des suites de la visite du 12/10/2021)

L'exploitant a fait réaliser des mesures du niveau sonore émis dans l'environnement de son exploitation par la société APAVE entre le 09/05/2022 et le 11/05/2022. Le rapport indique que les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes, notamment pour les zones à émergences réglementées ainsi qu'en limite de propriété. Ce rapport n'avait pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes. Le rapport n'est pas transmis par l'exploitant.

Constats au 15/10/2025 :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesure de bruit de l'installation aurait lieu d'ici la fin de l'année 2025. L'exploitant veillera à transmettre les résultats de ses mesures de bruit à l'inspection des installations classées.

L'écart précédemment identifié est reconduit. Les niveaux sonores émis par les installations ne sont pas conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Bilan environnemental annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2004, article 2.5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bilans environnementaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au préfet au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel des rejets chroniques ou accidentels, dans l'air l'eau et les sols quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'installation classée, et ce pour le chlore

Constats :

La déclaration est correctement réalisée sur GEREP.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite